

Un changement de paradigme : la seule façon d'avancer

Les efforts pour mettre en œuvre un développement durable ont échoué, principalement parce que le paradigme économique dominant n'a pas été modifié et le capitalisme débridé est en contradiction avec tout modèle durable. C'est l'État qui doit être le principal moteur de la durabilité, en encourageant un large partenariat avec la société civile et le monde des affaires afin de promouvoir avec détermination un modèle de développement viable.

Alejandro Chanona

Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM)
Groupe de réflexion sur des perspectives mondiales
de développement

La difficulté pour atteindre les objectifs de développement et de bien-être humain réside dans l'échec du paradigme économique dominant, ce qui pose le problème de changer le capitalisme de l'intérieur ou de l'extérieur. Notre réponse est que cela doit être de l'intérieur. Les crises économiques récurrentes ont mis en évidence la faiblesse des principes sur lesquels le modèle néolibéral est basé. Cependant, ses principes s'imposent toujours comme la seule voie vers le développement.

Au cours des deux dernières décennies l'économie mondiale a été frappée par des crises répétées avec un dénominateur commun : la spéculation sur les marchés financiers qui mène à des investissements sur des instruments spéculatifs et à haut risque. En fin de compte, les excédents de capital et les normes peu rigoureuses ont provoqué des bulles et une surchauffe de l'économie qui ont fini en crises.

Le clivage entre discours et actions

Depuis la publication du Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Commission Brundtland) en 1987, le terme « développement durable » est devenu une référence pour la communauté internationale. Ayant comme antécédents la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972 et le Rapport de la Commission indépendante sur les questions de développement international (Commission Brandt), la Commission Brundtland a défini le développement durable comme celui « qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Ce concept a connu un élan au Sommet « Planète Terre » en 1992 avec l'adoption de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et l'Action 21. Dans ces deux documents, les pays signataires se sont engagés à rechercher la croissance économique mais en s'en tenant à des lignes directrices pour le développement durable. Plus tard, la Commission sur le développement durable a été créée au sein du Conseil économique et social de l'ONU en tant qu'organisme responsable du suivi des accords.

Le concept de durabilité explore la relation entre le développement économique, la qualité de l'environnement et l'équité sociale. Il comprend une perspective à long terme et une approche intégrale de l'action,

qui reconnaît la nécessité pour tous les gens de participer au processus. Selon la Commission Brundtland : « le développement durable est un processus dynamique de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technologique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction des besoins tant actuels qu'à venir ».

Cependant, en faisant le point sur l'état d'avancement du paradigme on trouve qu'il existe un fort clivage entre le discours et les actions. L'examen des documents produits par les différents Sommets des Nations Unies consacrés au développement montrent que depuis le Sommet de Rio, le discours en faveur du développement durable est resté accompagné par des notions comme celle de développement humain et sécurité humaine.

Ceci ne veut pas dire que la notion ait été renforcée et qu'elle soit une priorité sur les agendas internationaux. Au contraire, la promotion de ce paradigme a subi des hauts et des bas sévères en tant que résultat de divers facteurs allant de différences dans les perceptions entre le Nord et le Sud sur les priorités et le financement, en passant par la réduction au « minimum acceptable pour tous » des objectifs, jusqu'à la prééminence de l'agenda de la sécurité traditionnelle après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à Washington et New York.

En même temps, les pays développés ont mis de côté la notion de « durable » pour favoriser leur croissance économique et maintenir les habitudes de consommation excessive de leur population. Aussi, dans les pays en développement, le respect de l'environnement n'a pas toujours été une priorité, s'ajoutant à cela une domination de la logique priorisant la croissance face au développement. Ainsi, bien que dans le cadre des Nations Unies les états se sont exprimés en faveur du développement durable, il n'y a eu aucune volonté politique pour mener à bien un programme complet qui permettrait de le mettre en œuvre dans le monde entier.

D'autre part, l'ampleur, le caractère multidimensionnel et la portée en matière économique, sociale et environnementale du paradigme du développement durable sont encore loin d'être compris tant par les décideurs des états que par la population générale. Bien que depuis les Nations Unies ait insisté sur les trois piliers du processus et que diverses ONG travaillent afin de promouvoir son caractère multidimensionnel, la notion de durabilité a été associée principalement à la protection de l'environnement. Cette approche a pris un nouvel élan au cours des

dernières années en raison de catastrophes naturelles, du réchauffement climatique et des défis de la transition énergétique. Ainsi, par exemple, le sujet de l'économie verte est devenu l'une des priorités de l'agenda du développement durable.

Il faut comprendre ces circonstances dans le cadre d'un système international qui a incorporé les postulats néolibéraux comme un paradigme pour le développement. Selon ce point de vue, la démocratie électorale et la liberté des marchés porteraient en elles le bien-être souhaité, donc les états devraient se retirer de leurs fonctions et laisser agir les forces du marché. Ce modèle a prouvé ses limites très rapidement, en raison des crises économiques récurrentes et de l'élargissement des clivages sociaux qui ont mis la mondialisation face à une véritable crise éthique.

De Rio à la Déclaration du millénaire : de bonnes intentions, des résultats médiocres

Les antécédents du mouvement pour le développement durable et du positionnement de l'individu au centre des efforts de développement remontent aux décennies soixante-dix et quatre-vingt du siècle dernier avec la mise en place de la Commission indépendante pour les questions de développement international (Commission Brandt), la Commission indépendante pour les questions de désarmement et de sécurité (Commission Palme) et la Commission Brundtland précitée.

Ce serait dans la première moitié des années 1990 que les questions de développement ont acquis une importance particulière, comme en témoignent la série de sommets organisés et l'émergence des concepts de développement humain et de sécurité humaine, intimement liés à la notion de développement durable. La fin de la guerre froide a permis d'élargir l'agenda international et d'incorporer les soi-disant « nouveaux thèmes » couvrant à la fois l'agenda de développement et celui de sécurité.

En fait, il s'agissait de phénomènes qui existaient depuis des décennies, mais le conflit idéologique bipolaire les avait relégués au second plan. Depuis la perspective du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la fracture Nord-Sud s'était aggravée en raison du paradigme qui a estimé que la croissance économique apporterait automatiquement plus d'avantages à la société et qui a privilégié l'ajustement structurel par rapport à la problématique du développement¹. Ainsi, depuis

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Origines de l'approche du développement humain », <<http://hdr.undp.org/fr/devhumain/origines/>>.

les Nations Unies, un nouvel agenda pour le développement a été élaboré avec pour objectif de faire face aux grandes inégalités qui se traduisaient, par exemple, dans les crises humanitaires en Afrique et l'héritage de « la décennie perdue » en Amérique latine. Curieusement, en dépit de ces critiques le modèle néolibéral a été renforcé, et c'est dans son cadre que l'on a prétendu favoriser le paradigme du développement durable.

En 1990 se sont tenues la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous et la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Cette même année, avec un groupe de spécialistes tels que Mahbub ul Haq et Amartya Sen, le PNUD a proposé un concept alternatif : l'approche du développement humain, qui est défini comme un processus visant à élargir les choix des personnes et à renforcer leurs capacités (*l'éventail de ce que les personnes peuvent être et faire*) et les libertés humaines, en leur donnant les moyens d'accomplir les choses suivantes : connaître la longévité et être en bonne santé, avoir accès aux savoirs et à un niveau de vie décent, et prendre part à la vie de leur voisinage et aux décisions affectant leurs vies².

Le concept de développement durable a pris un élan définitif en 1992 avec la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro. Le Sommet, auquel ont participé 108 chefs d'État, a donné comme résultat l'adoption de trois documents généraux (la Déclaration de Rio, l'Action 21 et les Principes relatifs à la forêt), la création de la Commission des Nations Unies pour le développement durable et la signature des Conventions sur le changement climatique, la biodiversité et la désertification.

La Déclaration de Rio énonce 27 principes pour les actions relatives au développement durable, abordant des sujets très importants tels que les politiques de prévention, les responsabilités communes mais différenciées et le principe du « pollueur-payeur ». De même, l'inclusion pour la première fois du principe du droit au développement (Principe 3) a significé l'affirmation, pour la première fois, de ce droit dans un instrument international adopté par consensus. Par ailleurs, les 40 chapitres d'Action 21 constituent un vaste cadre d'action pour réussir à la transition vers le développement durable et mesurer les progrès vers cet objectif³.

Il convient de noter que l'un des aspects les plus importants de la Conférence a été la décision de promouvoir un vaste mouvement social en faveur de ce modèle. Le Sommet a été conçu pour avoir un impact sur les institutions internationales, les gouvernements nationaux et locaux, le secteur privé et la société civile organisée à travers le monde. Ainsi, la CNUED a été la première conférence internationale qui a permis le plein accès à de nombreuses organi-

sations sociales et qui a contribué au développement d'un sommet indépendant⁴.

Suivant la tendance d'un développement axé sur les gens, le Programme de développement de l'ONU a proposé, dans son Rapport sur le développement humain de 1994, une nouvelle vision de la sécurité qui remet en question la perspective traditionnelle centrée sur les états et leur composant militaire. La sécurité humaine signifie *la protection contre les menaces [...] de la famine, la maladie et la répression [...] et] la protection contre tout événement brutal susceptible de perturber la vie quotidienne ou de porter préjudice à son organisation [...]*⁵. Le concept est basé sur la logique du développement humain et comprend la sécurité économique, politique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle et communautaire.

Cette même année s'est tenue à Bridgetown, La Barbade, la Conférence sur le développement durable des petits états insulaires en développement (PEID). Ce fut la première conférence qui a propulsé l'Action 21 dans un plan d'action pour un groupe de pays. Le Programme d'action de La Barbade (BPOA, en anglais) et la Déclaration de La Barbade ont établi les actions et les mesures spécifiques devant être menées à bien aux niveaux national, régional et international pour soutenir le développement durable des PEID⁶.

Ainsi, au début des années 1990 a surgi, au sein de l'Organisation des Nations Unies, un mouvement pour le développement centré sur le bien-être et la dignité des personnes. L'intérêt de la communauté envers ces questions s'est reflété dans la tenue de diverses réunions internationales consacrées à l'alimentation (la Conférence internationale sur la nutrition en 1992 et le Sommet mondial de l'alimentation en 1996), aux droits humains (la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en 1993) à la population (la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 et la CIPD+5 en 1999), au logement (la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, ou Habitat II, en 1996) et à l'équité de genre (la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995 et Beijing+5 en 2000).

Parmi les aspects saillants des Déclarations et des Plans d'action issus de ces réunions il faut

4 Le sommet a donné l'accès total à de nombreuses organisations non-gouvernementales et a favorisé le développement d'un Sommet « Planète Terre », indépendant, dans un local voisin. Cf. Robert W. Kates, Thomas M. Parris et Anthony A. Leiserowitz, "What is sustainable development?, Goals, Indicators, Values and Practice", *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, vol. 47, no. 3, 2005.

5 PNUD, « Les nouvelles dimensions de la sécurité humaine », *Rapport sur le développement humain*, 1994.

6 Les deux documents détaillant quinze domaines d'action prioritaires : le changement climatique et l'élevation du niveau de la mer, les catastrophes naturelles et environnementales, la gestion des déchets, des ressources côtières et marines, l'eau douce, les ressources de la terre, l'énergie, le tourisme, la biodiversité, les institutions nationales et la capacité administrative, les institutions régionales et la coopération technique, le transport et les communications, la science et la technologie, le développement des ressources humaines et la mise en œuvre, le suivi et l'analyse. Cf. UNESCO, *Intersectoral Platform for Small Island Developing States. From Barbados to Mauritius*, <portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=12117&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

souligner : a) l'insistance sur l'importance d'un développement axé sur les gens, b) la nécessité de promouvoir un programme complet pour répondre aux besoins fondamentaux des êtres humains, c) l'engagement pour réduire les inégalités et faciliter des moyens de subsistance durables et d) la promotion de la viabilité environnementale, notamment lors des sommets sur la population et le logement.

En ce sens, par exemple, la Déclaration issue du Sommet de Copenhague sur le développement social reconnaît que : « le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement constituent des éléments interdépendants et qui se renforcent mutuellement dans le processus de développement durable, qui est le cadre de nos efforts pour assurer à tous une vie meilleure »⁷.

En 1997, conformément à l'accord conclu lors du Sommet de Rio, la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sommet « Planète Terre » + 5) s'est tenue à New York⁸. L'objectif était d'évaluer les progrès accomplis depuis le Sommet de Rio et de décider des priorités pour l'avenir. Sur la base des rapports préparés pour la session, les gouvernements ont reconnu que l'environnement mondial avait continué de se détériorer, les ressources renouvelables continuaient d'être utilisées à un rythme clairement insoutenable, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté avait augmenté et le clivage entre riches et pauvres s'était accru, à la fois au sein des pays et entre eux.

En outre, les différences entre le Nord et le Sud ont dominé les débats. Les engagements pris par les pays donateurs à Rio pour augmenter l'aide publique au développement (APD) et transférer des technologies écologiquement rationnelles n'ont pas été respectés. En revanche, l'APD avait diminué passant d'une moyenne de 0,34 % du PIB des pays donateurs en 1991 à 0,27 % en 1995⁹.

À la suite de ces divisions, le document final de la session (Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21) a inclus un nombre minimum de nouveaux engagements pour l'action. Bien qu'aucun engagement financier concret n'ait été pris, les gouvernements se sont mis d'accord sur une déclaration générale indiquant que les pays développés devraient honorer les engagements pris à Rio en ce qui concerne l'APD et qu'ils devraient « redoubler d'efforts » pour inverser la tendance à la baisse observée depuis 1992¹⁰.

À la fin des années 1990, la crise éthique de la mondialisation économique néolibérale est devenue plus évidente. Les inégalités sociales croissantes,

2 Ibid.

3 Cf Nations Unies, *Rio Declaration on Environment and Development: application and implementation Report of the Secretary-General*, (E/CN.17/1997/8), Commission du développement durable, cinquième session, (7-25 avril 1997).

7 Déclaration de Copenhague sur le développement social, adoptée au Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 1995, <www.un.org/documents/ga/conf166/aconf166-9fr.htm>.

8 Assemblée générale des Nations Unies, *Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21*, adopté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, Sommet « Planète Terre » +5 (New York : le 19 septembre 1997).

9 Département de l'information de l'ONU, *Earth Summit Review Ends with Few Commitments* (L'examen du Sommet « Planète Terre » se termine par peu d'engagements), communiqué de presse, (New York : le 27 juin 1997).

10 Ibid.

tant entre le Nord et le Sud qu'à l'intérieur des pays, l'affaiblissement de l'état comme garant du bien commun et la récurrence des crises économiques sont devenus le nouveau Léviathan.

Avec les crises, les mouvements de justice sociale sont arrivés, affirmant que « un autre monde est possible ». Ses premières grandes manifestations publiques ont eu lieu à la ville de Seattle, dans le cadre du « Cycle du millénaire » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en novembre 1999. Dès lors, chaque sommet qui a réuni les grandes puissances économiques et les institutions financières internationales est devenu la cible des manifestations du mouvement. Sa présence lors de sommets internationaux tels que celui de Bangkok et le Sommet du G-7 à Okinawa en 2000, a porté à la connaissance générale le mouvement de justice sociale en tant que nouvel acteur dans une scène internationale nouvelle et complexe.

En 2000, les 189 nations réunies lors du Sommet du millénaire ont fait à plusieurs reprises des déclarations au sujet de l'inégalité mondiale, la pauvreté, la santé et la nutrition. Elles ont également mentionné des sujets fondamentaux tels que la réforme des Nations Unies, la lutte contre le VIH/SIDA, l'éducation, la protection de l'environnement, la sécurité internationale et, en particulier, les guerres interethniques en Afrique. La déclaration finale du Sommet elle-même manifestait la crise éthique de la politique internationale et de l'économie du nouveau millénaire. Selon la Déclaration du millénaire, les leaders mondiaux ne lésineraient pas sur les efforts pour libérer l'humanité de la guerre, de la pauvreté extrême, de la menace de catastrophes écologiques, et pour promouvoir la démocratie et l'État de droit.

Théoriquement, les huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et ses 21 cibles obéissent à la logique de promotion du développement humain. Dans les faits, les cibles ont été réduites aux « minimums acceptables pour tous ». C'est le cas de la réduction de la pauvreté sur la base du revenu, lorsqu'on considère qu'une personne n'est plus pauvre si elle vit avec USD 1,25 par jour ; ou l'éducation, en limitant l'objectif pour qu'il ne couvre que l'éducation primaire.

Le septième OMD consiste à « assurer la durabilité de l'environnement ». Toutefois, l'incorporation des principes du développement durable dans les politiques et les programmes nationaux, et la réduction de la déperdition des ressources environnementales (Objectif 7A) sont des engagements qui avaient déjà été établies dans le Sommet « Planète Terre » en 1992. Il en va de même pour l'Objectif 7B qui, entre autres choses, fait référence à la perte de la biodiversité, la déforestation et les émissions de dioxyde de carbone, et n'a pas défini d'engagements sur de niveaux de réduction concrets.

De Johannesburg à Rio+20 : entre la guerre contre le terrorisme et la calamité environnementale

En 2001 s'est tenu à Porto Alegre, au Brésil, le premier Forum social mondial qui a réuni le mouvement mondial pour la justice sociale. Il s'est agi d'un exercice parallèle au forum « Pour une construction citoyenne du monde » à Paris. Dans les deux cas,

l'objectif était d'analyser la situation actuelle et de proposer des alternatives aux formes dominantes¹¹. La société civile a contribué de manière décisive à la promotion du développement durable. L'échange d'idées et de connaissances permet de joindre des efforts à l'échelle internationale, tout en encourageant ces mouvements de changements à l'échelle locale à travers le travail direct avec les gens.

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à Washington et New York ont signifié le retour de la *realpolitik* à l'agenda international. La lutte contre le terrorisme est devenue la priorité, non seulement des États-Unis, mais de tous les agendas internationaux, éclipsant l'agenda du développement.

Le monde s'est polarisé à partir de la logique « vous êtes avec moi ou contre moi » de l'administration Bush. Les États-Unis ont reconfiguré leurs systèmes de sécurité et de défense et, avec l'appui des Nations Unies, ont fait la guerre contre l'Afghanistan. Ainsi, à la crise éthique de la mondialisation néolibérale s'est ajoutée la crise conjoncturelle de la sécurité¹².

Un an plus tard s'est tenue à Monterrey, au Mexique, la Conférence internationale sur le financement du développement. Le Consensus de Monterrey exhorte les pays développés à prendre des mesures concrètes afin de canaliser 0,7 % de leur PIB comme APD aux pays en développement et à affecter 0,15 % et 0,20 % de leur PIB aux pays les moins avancés ; ces objectifs ont été réaffirmés lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Le document ne fixait pas d'objectifs clairs quant à la quantité de ressources qui devraient être utilisés pour promouvoir le développement à travers l'investissement étranger direct et d'autres flux de capitaux privés¹³.

À son tour, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu que les progrès en matière de développement durable au cours des années 1990 avaient été décevants. La pauvreté et l'exclusion sociale ont augmenté, à l'instar de la dégradation de l'environnement. Pour cette raison, outre faire

le point des progrès d'Action 21 comme cela se fait habituellement, le Sommet mondial sur le développement durable (Rio+10) à Johannesburg a été conçu comme un « sommet portant sur l'application de mesures ».

Pendant, il a été impossible, une fois de plus, de parvenir à des accords concrets sur de nouveaux traités et de renégocier Action 21. Certains objectifs ont été fixés, tels que réduire de moitié le nombre de personnes sans accès à l'assainissement de base pour 2012 et atteindre une réduction significative de la perte de biodiversité pour 2010. En même temps, les questions liées à l'APD et au transfert de la technologie du Nord vers le Sud ont continué d'entraîner de grandes divisions entre les pays.

Cette année-là, lors du Sommet du groupe des huit (G8) à Gleneagles, en Écosse, les pays les plus développés du monde se sont engagés à augmenter les fonds de l'APD 80 milliards d'USD en 2004 à 130 milliards d'USD (en prix constants de 2004) pour 2010, équivalent à 0,36 % du produit national brut combiné.

Les clairs-obscur sont devenus une constante dans les réunions sur les questions de développement, pendant que l'on privilégiait l'agenda traditionnel de sécurité lié aux problèmes de terrorisme et de criminalité internationale organisée, notamment par l'intensification de la guerre en Afghanistan et la guerre désastreuse en Irak. Dans ce scénario, les différentes crises du système ont commencé à converger.

D'une part, la crise écologique a commencé à devenir de plus en plus apparente avec l'augmentation des catastrophes naturelles et des conflits pour les ressources tels que celui du Darfour, tout cela étant le résultat du réchauffement climatique. En 2007, à l'initiative de la Grande-Bretagne, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a examiné la question, qui a acquis une importance considérable car elle est inévitablement associée à des problèmes de sécurité à tous les niveaux. A cela il faut ajouter les défis de la transition énergétique, depuis l'épuisement des combustibles fossiles jusqu'à la nécessité de promouvoir les carburants alternatifs pour arrêter de nuire à l'environnement, et la crise alimentaire liée non seulement à l'accès à la nourriture mais aussi à sa qualité et ses prix, qui ont augmenté de manière significative dans le monde entier depuis 2005.

Enfin, nous assistons à ce qui est considéré comme la pire crise économique depuis la Grande Dépression de 1929. La crise actuelle trouve son origine dans le cœur même du capitalisme avec la bulle hypothécaire et l'effondrement d'institutions financières aussi emblématiques que Lehman Brothers. Rapidement, la crise s'est propagée dans le monde entier, et avec elle ses répercussions sociales. Toutefois, le fait d'avoir son origine directement au centre de l'économie mondiale a provoqué une réflexion importante sur la nécessité de redéfinir la relation entre l'état et le marché, ainsi que sur la régulation de l'économie. En effet, contrairement aux crises économiques des précédentes décennies, cette fois-ci la solution à la crise et les réponses à ses défis se trouvent à nouveau dans l'état.

11 À travers le Forum social mondial le mouvement pour la justice sociale a réussi à définir les objectifs de son activisme le traduisant en « modèle d'une société alternative », dont les fondements sont : le respect pour la dignité de chaque être humain, la défense du patrimoine commun de l'humanité, la promotion de la démocratie, la durabilité environnementale, l'exercice de la non-violence, le respect de l'identité et la diversité, le fait de mettre l'économie au service des êtres humains, la défense du droit à la culture, la solidarité entre les peuples et les individus, et la création de structures sociales qui permettent aux personnes de vivre dans des conditions de liberté, d'égalité et de fraternité. « Charte des principes du Forum social mondial » dans *Forum social mondial*, (le 8 juin 2002), <www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=4&cd_language=4>.

12 Alejandro Chanona, "El sistema internacional: viejos dilemas y nuevos retos. La crisis de septiembre de Estados Unidos y su gran oportunidad", dans José Luis Valdés-Ugalde et Diego Valadés, comps., *Globalidad y Conflicto. Estados Unidos y la crisis de septiembre*, Éditions UNAM, CISAN, IJ, (Ville de Mexico, 2002), pp. 65-73.

13 Organisation des Nations Unies, *Proyecto de documento final de la Conferencia Internacional sobre Financiación para el Desarrollo*, Conférence internationale sur le financement du développement, (Monterrey, Mexique : 18-22 mars 2002), <www.un.org/spanish/conferences/ffd/ACONF1983.pdf>.

Il faut noter que, outre mettre en péril la réalisation des Objectifs du millénaire en jetant en pâture des millions de personnes à travers le monde à la pauvreté et au chômage, la crise économique a frappé le chiffre de l'APD déjà fortement touché. En 2009, le montant alloué à l'APD par les 23 membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE était 120 milliards d'USD, ce qui représente une baisse nominale de 2,2 % par rapport à 2005. Par conséquent, le déficit pour 2010 par rapport à l'objectif de Gleneagles a été de 18 milliards d'USD. Cinq pays seulement (le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède) ont un ratio d'APD à revenu national brut qui dépasse l'objectif d'aide des Nations unies de 0,7 %.

Conclusions

Le manque d'éthique de l'économie internationale, en particulier des marchés financiers, se nourrit aussi d'une absence de règles et de règlements qui, à son tour, stimule la spéculation. Le modèle néolibéral favorise la recherche de profits faciles et à court terme. Cette situation se trouve aussi à la racine des différentes crises économiques, la répartition inégale de la richesse et l'augmentation du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Le modèle socioéconomique dominant dans le monde a réduit sa vision du développement humain qui était, certainement, plus riche à ses débuts depuis le Rapport Brundtland et les objectifs du Sommet « Planète Terre ». Aujourd'hui, il a été réduit à un minimum qui est plus proche d'une excuse morale que d'une vraie volonté de résoudre le problème.

Donc, les progrès dans l'agenda du développement durable ont été progressifs et limités. Ils dépendent directement de la volonté politique des États, non seulement pour convenir des accords sur des objectifs, des ressources et des calendriers, mais aussi pour leur exécution, évaluation et suivi. Les pays développés misent sur des objectifs et des buts minimaux, tout en évitant de fixer des objectifs, des buts et des engagements plus concrets et ambitieux.

La croissance économique et la stabilité monétaire ne correspondent pas par elles-mêmes à moins de pauvreté. Tant que les problèmes structurels de la répartition inéquitable des revenus et des richesses ne seront pas solutionnés, il sera très difficile de faire des progrès dans la lutte contre la faim et la réduction de la pauvreté, et la capacité d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement ou n'importe quel autre se verra réduit. Il faut souligner que, outre le fait d'un accroissement essentiel de l'APD, si nous voulons vraiment réduire les inégalités actuelles il nous faut des indicateurs plus précis pour mesu-

LE NIGERIA : LES CLÉS POUR UNE RÉDUCTION DURABLE DE LA PAUVRETÉ

Edward Oyugi
Social Development Network, Nairobi, Kenya

Le Nigeria est un pays béni avec de nombreuses ressources naturelles telles que la bauxite, l'or, l'étain, le charbon, le pétrole, des forêts, des terres irriguées, etc. Il possède la plus grande forêt de mangrove d'Afrique, la troisième au monde, couvrant une superficie totale de 1 000 km² le long de la côte atlantique à l'ouest de l'Afrique (pour des sujets environnementaux du pays, voir le rapport national). Pourtant, 70 % des Nigériens vivent dans la misère. En 2002, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a classé le Nigeria au 26^{ème} rang des nations les plus pauvres du monde, et la situation n'a pas changé.

Les facteurs et les causes de cette situation sont multiples, y compris les politiques macroéconomiques inappropriées, la croissance économique négative, les effets de la mondialisation, la corruption, le fardeau de la dette, la faible productivité et les bas salaires dans le secteur informel, le chômage ou les défaillances du marché du travail, le taux de croissance démographique élevé et un faible développement des ressources humaines. D'autres facteurs impliqués sont l'augmentation

des taux de criminalité et de violence, la dégradation de l'environnement due aux changements climatiques, la réduction du nombre de travailleurs, l'affaiblissement des réseaux de sécurité sociale et les changements dans la structure familiale. En particulier, la famille traditionnelle est très importante dans la culture nigérienne.

Il n'est pas possible de faire face à cette multiplicité de défis avec des solutions simplistes ou réductionnistes. Pour lutter contre la pauvreté il est important de rendre les pauvres autonomes et de leur donner une opportunité dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Ainsi que l'explique le Fonds international de développement agricole : « L'autonomisation est définie comme la capacité des personnes, en particulier des moins favorisées, de : (a) avoir accès aux ressources productives qui leur permettent d'augmenter leurs revenus et d'obtenir les biens et services dont elles ont besoin, et (b) de participer au processus de développement et aux décisions qui les concernent. Ces deux aspects sont liés ; si l'un des deux fait défaut, il n'y a pas d'autonomisation possible ». Compte tenu de ceci, il est clair que les stratégies et les politiques mondiales pour une réduction durable de la pauvreté doivent intégrer les aspects économiques et environnementaux.

rer la pauvreté dans le monde. Le problème est que l'ensemble du système de suivi et des indicateurs fait partie du paradigme actuel de croissance économique et répond à son discours.

La communauté libérale où le monde actuel est inscrit, et sa vision de l'économie mondiale, a créé un récit dans lequel les gens interprètent leur environnement et donnent un sens à leurs conditions de vie particulière et sociale. Il est donc important de modifier ce récit pour permettre aux leaders mondiaux, aux chefs d'État ou de gouvernement, de reformuler leur interprétation de la réalité et donc la façon de concevoir et d'évaluer les politiques publiques.

Pour cette raison, le changement de paradigme doit être accompagné d'un cadre discursif-conceptuel renouvelé et du développement de nouveaux indicateurs pour mesurer le bien-être social. Toute mesure des progrès accomplis en matière de développement et de bien-être social doit aller au-delà de la méthodologie contenue dans une version écono-

mique-monétariste qui réduit les phénomènes complexes et multidimensionnels comme la pauvreté à une construction conceptuelle étroite de laquelle des indicateurs minimaux sont dérivés. Pour cette raison le débat sur la définition de nouveaux objectifs de développement qui aillent au-delà des catégories de la croissance économique doit se poursuivre. Une nouvelle série d'indicateurs de pauvreté et d'autres problèmes devient nécessaire, signifiant une redéfinition profonde de la société internationale, de l'état et de l'humanité elle-même.

La crise actuelle que connaît l'ensemble du système international ouvre la possibilité de repenser la relation entre l'état et le marché et le paradigme néolibéral qui a prévalu pendant plusieurs décennies. Tel que le Rapport Brundtland l'a signalé : « En fin de compte, le développement durable dépendra de la volonté politique des gouvernements qui doivent prendre des décisions cruciales en matière économique, environnementale et sociale ». ■